



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Stellantis
Campus
Poissy

01 décembre 2025

Si tu veux la paix, prépare la révolution !

Après le chef d'état-major qui voudrait nous préparer à « accepter de perdre nos enfants », Macron a annoncé le retour du service militaire dès 2026, sous forme volontaire.

Les enfants des classes populaires : volontaires désignés

Dix mois, nourri et logé, avec 800 euros de dédommagement et un bonus sur Parcoursup : voilà comment Macron a présenté le rétablissement du service militaire. Il ne cherche à attirer que les enfants d'ouvriers, exclus par le tri social qui fait office de système scolaire et contraints à de longues périodes de chômage forcé entrecoupées de petits boulots précaires. Dans cette société de classe, ce sont toujours les plus pauvres qui sont envoyés en première ligne. Ni les capitalistes, ni les politiciens à leur service ne laisseront leurs enfants risquer leur vie dans les guerres qu'ils mènent ou qu'ils préparent.

Les jeunes soldats qui ont été envoyés par Bush envahir l'Irak en 2003 étaient prétendument volontaires, mais en grande majorité Noirs ou Latinos, et tous particulièrement pauvres. Ce sont aussi des « volontaires » à l'avenir bouché que le régime de Poutine recrute dans les zones reculées de la fédération de Russie pour se faire trouer la peau dans les tranchées en Ukraine.

Macron et ses semblables parlent de « défendre la patrie » contre l'ennemi russe. Mais qui peut croire que la Russie s'apprêterait à attaquer la France ? C'est qu'il faudrait défendre nos « alliés » d'Europe de l'Est, disent les va-t-en-guerre... Le régime de Poutine a effectivement prouvé son mépris des peuples en s'attaquant à l'Ukraine. Mais il n'est pas le seul sur cette planète : que dire du régime génocidaire de Netanyahu ? Nos va-t-en-guerre ne parlent pas de l'empêcher de nuire, au contraire ils le soutiennent corps et âme : c'est donc cela, la « défense de nos alliés » ?

Algérie, Comores, Libye, Mali, Côte d'Ivoire : l'armée française est une armée d'agression et de pillage au profit des capitalistes

Quelle est cette fable qui voudrait présenter l'armée française comme une généreuse force de défense de la paix dans le monde ? Qui a cru George W. Bush lorsqu'il prétendait envahir l'Irak

pour établir la démocratie et lutter contre le terrorisme ? Qui croit Poutine quand il dit vouloir « dénazifier » l'Ukraine ? Qui croit que Trump lutte contre le trafic de drogue lorsqu'il bombarde le Venezuela ?

Mais il faudrait croire les mensonges de Macron ? L'armée française, qu'elle soit une armée de conscrits comme lors de la guerre d'Algérie ou une armée de métier comme lors de l'intervention contre la Libye en 2011, n'est pas une armée de défense – si ce n'est de défense des intérêts des grands groupes capitalistes partout dans le monde, de Bolloré, de Total, de la CMA CGM, de Bouygues, de Lafarge. Combien d'interventions, tout ce qu'il a d'offensives et en rien défensives, a-t-elle mené contre les peuples en Asie ou en Afrique ?

Ni chair à patrons, ni chair à canons

La guerre économique que les capitalistes appellent « concurrence » se transforme régulièrement en guerre tout court. Alors, ils habillent leur soif de profit en défense de la « démocratie », du « droit des peuples » ou autre « devoir d'ingérence ». Ceux qui nous mènent en permanence une véritable guerre sociale, les patrons, les actionnaires et les banquiers, tentent en plus de nous embrigader. Et cette préparation à une éventuelle guerre de « haute intensité », dès maintenant, c'est à nous, travailleurs et travailleuses, qu'ils voudraient la faire payer !

Refuser les guerres des capitalistes, c'est combattre dès maintenant contre l'augmentation des budgets militaires et pour l'expropriation des grands groupes de l'armement qui en profitent. Cette lutte est inséparable de la lutte pour nos intérêts de travailleurs, car le tribut que la société paye au militarisme est prélevé directement sur nos salaires, sur nos retraites, sur l'éducation de nos enfants et sur notre santé.

Du fric pour l'hôpital, pas pour le Rafale !

La direction du Campus est courroucée

Dans une longue diatribe, la direction du Campus a envoyé le 24 novembre dernier une Com' interne sur « *les règles de stationnement sur les parkings du GreenCampus* ». On y voit resurgir un règlement d'un autre âge concernant les accès au parking silo par exemple, qu'elle réserverait aux résidents CDI du site avec un véhicule du groupe Stellantis. Les autres, prestataires, intérimaires, collègues d'autres sites de passage au campus n'ont qu'à aller se garer ailleurs, au parking pointe sud, derrière l'accueil usine. Et encore au parking silo, seuls les RDC et 1^{er} sont accessibles, les 2^{ème} et 3^{ème} étant réservés aux véhicules de fonction (VF) et électriques...mais en charge. Ce ne sont pas des leçons de morale voire des sanctions que nous attendons, mais des postes de travail et des places de parking en nombre suffisant et sans discrimination !

Ce n'est pas aux salariés d'en faire les frais

Dans une lettre ouverte interne, le CEO de ACC Yann Vincent, un ancien de PSA, fait état d'un fiasco annoncé dans la production de batterie pour Stellantis dans son usine de Douvrin (ex-Française de Mécanique). Pour 2025 seul 55 000 modules seraient produits contre un engagement initial de 330 000. La direction d'AAC veut maintenant réduire ses coûts suite à des discussions avec les actionnaires. Gageons que ce sera en réduisant les effectifs. Alors que cette usine devait être une source de réemplois – selon les dirigeants – pour nos collègues de PSA Douvrin, en passe de fermer, voire de création d'emplois dans la région, l'affaire semble tourner court. Comme pour le cas de Stellantis Poissy, les promesses de « réindustrialisation » sont des leurre !

Le compte n'est pas bon

Mardi 25 novembre, la direction a dévoilé ses plans pour la « reconversion » de Poissy : 10 emplois seraient prévus au Ferrage, 40 prévus pour le reconditionnement de pièces (la fameuse « économie circulaire »), et 150 à l'emboutissage avec l'arrivée de la ligne de l'ancienne usine MA France, fermée par Stellantis il y a plus d'un an. On a beau tourner le calcul dans tous les sens, on reste loin des quelques 2 000 salariés de l'usine. Mais la direction peut continuer de dire qu'elle ne ferme pas l'usine...

Pas question de se laisser faire

Ce même 25 novembre, 70 ouvriers ont débrayé, sans étiquette syndicale, pour exiger des garanties

sur le maintien des emplois ou des conditions de départ dignes pour ceux qui le souhaiteraient. Jeudi prochain, 4 décembre, une manifestation est appelée à 10h devant la mairie de Poissy contre les fermetures d'usines et les suppressions d'emplois. Ce ne sont que de premières étapes, pour arrêter Stellantis et tous les licenciés, on ne pourra compter que sur nos luttes.

Pierre et Karl au service de Stellantis

Le 12 octobre Karl Olive, député de la 12^{ème} circonscription des Yvelines, inaugurerait sa permanence pour les élections municipales à Poissy en présence de Pierre Bédier, président du Conseil Départemental. Dans une vidéo du discours de ce dernier, publié sur le compte facebook de Karl Olive, on apprend entre deux cirages de pompes qu'ils ont joué les entremetteurs entre le PSG et Stellantis. En faisant ça, ils savaient que Stellantis avait pour projet de se débarrasser de la production de véhicules à Poissy et de son terrain, ils l'ont pourtant fait dans le dos des salariés ! Ces politiciens disent se préoccuper de la vie des gens, mais en réalité l'impact sur les travailleurs et leurs familles, ils s'en moquent.

La bombe H sociale

Mercredi 26 novembre près de Lyon, 400 salariés sur 530 de Symbio ont fait grève. Cette usine de fabrication de pile à hydrogène se retrouve à 2 doigts de la liquidation à cause de Stellantis qui a brusquement cessé son projet de véhicules utilitaires à hydrogène en juillet. Actionnaire à 33 % de Symbio, Stellantis utilise son droit de vie et de mort sur ce sous-traitant comme sur d'autres. 600 millions d'aide publique ont été programmés par l'Union Européenne, complétés par le gouvernement français pour développer cette gigafactory. Les salariés ont raison de faire éclater leurs colères face à ce gâchis.

« Le respect commence par le salaire », le slogan des grévistes

Jeudi 20 novembre, dans plusieurs usines de Valeo en Pologne, une grève a éclaté pour 235 € d'augmentation mensuelle, le doublement de la prime d'équipe et des augmentations de salaire à l'ancienneté. Actuellement la plupart gagne à peine plus que le salaire minimum de 830 € par mois. Mercredi les grévistes organisent un rassemblement devant le siège Valeo à Paris. Ce géant mondial du secteur automobile avec 167 millions de profit en 2024 a largement de quoi payer !